

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICIAL GAZETTE OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

Directeur de Publication : Joseph Marcel NDI - Tel / FAX : (237) 21 52 18
s/c de M. le SECRETAIRE GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PARAISANT DEUX FOIS PAR MOIS A YAOUNDE
PUBLISHED AT YAOUNDE TWICE A MONTH

A B O N N E M E N T S

Tarifs applicables à compter du 1er janvier 1999

CAMEROUN

(Voie recommandée exclusivement)

1 an	30.000 FCFA
Le numéro ordinaire.....	500 FCFA
Le numéro du Supplément Domaines	5.000 FCFA

ETRANGER

(Voie aérienne recommandée)

Afrique Centrale.....	50.000 FCFA
Autres pays d'Afrique.....	110.000 FCFA
Europe	130.000 FCFA
Asie-Amérique-Australie et Océanie.....	150.000 FCFA

S U B S C R I P T I O N S

Subscription rates applicable as from 1 Jan. 1999

CAMEROON

(By registered post exclusively)

1 Year	30,000 CFAF
Per Ordinary Issue	500 CFAF
Per Lands Supplement	5.000 CFAF

ABROAD

(By registered air mail)

Central Africa	50,000 CFAF
Other African Countries	110,000 CFAF
European Countries	130,000 CFAF
America, Canada etc.....	150,000 CFAF

AVIS IMPORTANT

Les abonnements et insertions sont payables d'avance par mandat postal ou chèque au nom de M. le Secrétaire Général de la Présidence de la République à Yaoundé.

Les abonnements ne sont pas reconduits automatiquement. Ils ne sont renouvelés que sur la demande des intéressés.

Les bandes du J.O.R.C. portent la date de la fin d'abonnement.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande et un mandat de 200 francs au nom de M. Le Secrétaire Général de la Présidence de la République Yaoundé

IMPORTANT NOTICE

Subscriptions and insertions are payable in advance by postal order or cheque made out to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé

Subscriptions are not renewed automatically but only upon application by subscribers.

The wrappers of the Official Gazette of the Republic of Cameroon indicate the date of expiry of the subscription.

In case of a change of address, send the last wrapper and a postal order for 200 francs to the Secretary General of the Presidency of the Republic, Yaoundé.

T A R I F D E S A N N O N C E S

Annonces et avis. la ligne (56 lettres, signes et espaces) 500 FCFA

Avis de changement de nom 15 000 FCFA

Publication relative à la propriété foncière, forestière et minière, la ligne 500 FCFA

CHARGES FOR ADVERTISEMENT

Notices and announcements (56 letters, signs and spaces) 500 CFAF

Change of Name 15 000 CFAF

Notice concerning landed estate, forestry or mining property, per line 500 CFAF

S O M M A I R E

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Page

Ordonnance n° 99-1 du 31 août 1999 complétant certaines dispositions de la loi n° 94-1 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche 2275

Décret n° 99-125 du 16 juin 1999 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de régulation du secteur de l'électricité 2275

Décret n° 99-149 du 13 juillet 1999 portant création, organisation et fonctionnement de la Société nationale des Postes du Cameroun 2285

Décret n° 99-151 du 13 juillet 1999 portant organisation du ministère des Postes et Télécommunications 2293

Décret n° 99-164 du 11 août 1999 portant promotion ou nomination à titre exceptionnel dans l'Ordre national de la valeur 2305

Décret mettant fin aux fonctions d'un notaire 2305

Décret portant rappel d'un premier conseiller 2306

Décret autorisant le port de décosations étrangères 2306

C O N T E N T S

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

Page

Ordinance to supplement certain provisions of Law No. 94-1 of 20 January 1994 2275

Decree No. 99-125 of 15 June 1999 to set up the Organization and functioning of the Electricity Sector Regulatory Agency 2275

Decree No. 99-149 of 13 July 1999 to set up and define the organization and functioning of the Cameroon National Postal Services Corporation 2285

Decree No. 99-151 of 13 July 1999 to organize the Ministry of Posts and Telecommunications 2293

Special promotions or appointments in the National Order of Valour 2385

Decree to terminate the appointment of a notary 2305

Recall of a First Counsellor 2306

Authorization to wear foreign decoration 2306

Décret modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 98-151 du 24 juillet 1998 portant organisation du ministère du Tourisme 2307

Décret portant approbation des délibérations de la trente troisième (33e) session ordinaire du comité de gestion du fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale et du budget de l'exercice 1998-99 2308

Décret portant nomination des responsables à la garde présidentielle 2309

Décret portant nomination des responsables à la Gendarmerie nationale 2309

Décret portant nomination des responsables au ministère de la Défense 2310

Décret portant mise à la retraite d'un officier de l'armée de terre 2311

Décret portant nomination des officiers magistrats chargés de l'action publique auprès des cours d'appel 2311

Décret portant nomination des responsables au ministère de la Défense 2312

Décret habilitant le Ministre des investissements publics et de l'aménagement du territoire à signer avec la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) un accord de prêt 2313

Arrêté portant attribution du capital-décès et concession d'une pension de réversion 2313

Arrêtés portant attribution de capital-décès quintuplé 2313

Arrêté accordant une prolongation d'activité à un magistrat 2317

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Décret portant nomination de responsables au ministère de la jeunesse et des sports 2317

Arrêté modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté n° 81-CAB-PM du 4 juin 1996 2318

Arrêtés annulant les mandats généraux de gestion 2319

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

Arrêté fixant les critères de sélection et les procédures de choix des soumissionnaires des titres d'exploitation forestière 2320

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Arrêté conjoint portant classification des essences forestières 2326

MINISTÈRE DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE

Arrêtés portant autorisation d'exploitation de carrières de pierre 2328

Arrêté portant autorisation d'exploitation d'un établissement de première (1ère) classe 2332

Arrêté portant renouvellement d'une autorisation 2334

Arrêtés portant autorisation d'implantation et d'exploitation des dépôts de substances explosives et détonantes 2335

Décision portant nomination de responsables au ministère des Mines, de l'Eau et de l'Energie 2338

Décision créant un poste d'assistant technique 2340

Amendment and addendum to Decree No. 98-151 of 24 July 1998 2307

Approval of the deliberations of the 33rd ordinary session of the Management Committee of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance and of the budget for the 1998-99 financial year 2308

Appointments in the Presidential Guard 2309

Appointments in the National Gendarmerie 2309

Appointments in the Ministry of Defence 2310

Retirement of an army officer 2311

Appointment of military Legal and Judicial officers 2311

Appointments in the Ministry of Defence 2312

Decree to authorize the Minister of Public Investments and Regional Development to sign with the Arab Bank for Economic Development in Africa (ABEDA) an agreement for a loan amounting 2313

Grant of death benefits and reversionary pension 2313

Grants of quintupled death benefits 2313

Extension of service period 2317

PRIME MINISTER'S OFFICE

Appointment of officials in the Ministry of Youth and Sports 2317

Order to amend and supplement some provisions of Order No. 81-CAB-PM of 4 June 1996 2318

Cancellation of the general management mandate granted 2319

MINISTRY OF THE ENVIRONMENT AND FORESTRY

Order to lay down the criteria and procedures for choosing forest exploitation licence bidders 2320

MINISTRY OF THE ENVIRONMENT AND FORESTRY MINISTRY OF INDUSTRIAL AND COMMERCIAL DEVELOPMENT

Classification of wood species 2326

MINISTER OF MINES, WATER RESOURCES AND POWER

Authorizations to work a stone quarry 2328

Authorization to operate a class I establishment 2332

Authorization to renew a prospecting permit 2334

Authorizations to set up and operate depots for explosives and detonators 2335

Appointment in the Ministry in the Ministry of Mines, Water Resources and Power 2338

Creation of a post of technical assistant 2340

inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 10 août 1999.

*Le Premier Ministre,
Peter Mafany Musonge.*

Arrêté annulant le mandat général de gestion n° 54-K.1.17-MINUH-IG du 28 avril 1999 accordé à l'Agence Dyna Immobilier

Par arrêté n° 57-CAB-PM en date du 10 août 1999 :

Article premier.- Est annulé, à compter de la date de sa signature, le mandat général de gestion n° 54-K.117-MINUH-IG du 28 avril 1999, accordé par le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat à l'agence Dyna Immobilier, B.P. 486, Yaoundé, et relatif au lot n° 2 contenant 137 logements collectifs sur une superficie de 2 ha 61a 32 ca situé à grand messa, objet du titre foncier n° 605, propriété de l'Etat.

Art. 2.- le Ministre de l'urbanisme et de l'habitat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 10 août 1999.

*Le Premier Ministre,
Peter Mafany Musonge.*

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES FORêTS**

Arrêté fixant les critères de sélection et les procédures de choix des soumissionnaires des titres d'exploitation forestière

Par arrêté n° 758-MINEF en date du 16 juin 1999 :

Article premier.- (1) Le présent arrêté fixe les critères de préselection et les procédures de choix des soumissionnaires des ventes de coupe et des concessions forestières par la commission interministérielle d'attribution des titres d'exploitation forestière, ci-après désigné «la commission», conformément aux dispositions des articles 58, 64 et 82 du décret n° 95-531-PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts.

(2) Les annexes I et II au présent arrêté en font partie intégrante.

Art. 2.- La présélection et le classement des soumissionnaires des ventes de coupe et des concessions forestières portent sur les critères suivants :

procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 10 August 1999.

**Peter Mafany Musonge,
Prime Ministère.**

**Cancellation of the general management mandate granted to <<Dyna Immobilier>>
Real-Estate Agency**

By Order No. 57-CAB-PM of 10 August 1999:

1. General management mandate No. K. 1. 17-MINUH-IG of 28 April 1999 granted by the Minister of Town-Planning and Housing to <<DYNA IMMOBILER>> Agency, P.O. Box 486, Yaoundé, in respect of Plot No. 2 containing 1,7 housing apartments and covering an area of 2 ha 61 a 32 ca situated at Grand Messa, subject of Land Certificate No. 605, belonging to the State, is cancelled with effect from the date of its signature.

2. The Minister of Town-Planning and Housing is responsible for the implementation of this order which shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoundé, 10 August 1999.

**Peter Mafany Musonge,
Prime Minister.**

**MINISTRY OF THE ENVIRONMENT AND
FORESTRY**

Order to lay down the criteria and procedures for choosing forest exploitation licensee bidders

By Order No. 758-MINEF of 16 June 1999 :

1. (1) This order lays down the criteria and procedures for preselecting and choosing bidders for sales of standing volume and forest concessions by the Interministerial Committee responsible for the award of forest exploitation licences, hereinafter referred to as the <<Committee>>, in accordance with the provisions of Articles 58, 64 and 82 of Decree No. 95-531-PM of 23 August 1995 to determine the conditions of implementation of forestry regulations.

(2) Annexes I and II shall be integral parts of this order.

2. The preselection and classification of bidders for sales for standing volume and forest concessions shall be based on the following criteria:

- les investissements ;
- les capacités financières et les garanties de bonne exécution ;
- les capacités techniques et l'expérience professionnelle ;
- le respect des engagements antérieurement pris, y compris le respect des règlements concernant l'environnement.

Chapitre I

De la preselection des soumissionnaires

Art. 3.- Les soumissionnaires sont présélectionnés en tenant compte des seuils minima des critères rappelés à l'article 2 ci-dessus.

Section I

Du critère relatif aux investissements

Art. 4.- (1) Pour les ventes de coupe et les concessions forestières, les seuils minima des investissements dans le domaine de l'exploitation sont fixés comme suit :

Etre détenteur ou programmer l'acquisition du matériel ci-après :

- un D7 ou équivalent ;
- un débardeur à pneus ou chenilles ;
- un chargeur frontal ;
- une nivelleuse.

Le soumissionnaire doit certifier la propriété ou la mise à sa disposition de ce matériel.

(2) Pour les concessions forestières uniquement, les seuils minima des investissements dans le domaine de la transformation des ressources forestières sont les suivants :

- une unité de transformation de bois existante ou à créer ayant une capacité égale au moins aux 2/3 de la possibilité annuelle de coupe de la concession ;

- des équipements de séchage de bois d'une capacité au moins égale au 1/4 de la production transformée.

Section II

Du critère relatif aux capacités financières et aux garanties de bonne exécution

Art. 5.- (1) le soumissionnaire des ventes de coupe ne disposant pas en toute propriété de matériel d'exploitation doit fournir la preuve qu'il dispose de ressources financières fixées à un minimum de soixante quatre (64) millions de francs CFA.

(2) Ces ressources financières doivent permettre l'exploitation d'un stock minimum de 2 000 m³ de bois en grumes, leur vente permettant elle-même d'autofinancer la suite des opérations du soumissionnaire.

(3) Les ressources mentionnées à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent être constituées de fonds propres bloqués dans un compte et attestés par un relevé bancaire ou une ligne de crédit.

- investments;
- financial standing and the guarantee of good performance;
- technical capacities and professional experience;
- respect of the terms of previous contracts, including compliance with environmental regulations.

Chapter I

Preselection of Bidders

3. Bidders shall be presselected taking into account the criteria threshold referred to in Article 2 above.

I. Investment Criterion

4. (1) For sales of standing volume and forest concessions, the required minimum investment in exploitation shall be fixed as follows:

The bidder must own, or plan to own, the undermentioned equipment:

- a D7 or its equivalent;
- an off-loader with wheels or tracks;
- a front-end loader;
- a grader.

The bidder shall show proof of ownership or availability of the said equipment.

(2) In the case of forest concessions only, the minimum investment in the processing of forest resources shall be as follows:

- an existing wood-processing plant or one to be set up, with a minimum capacity of two-thirds the annual felling potential of the concession;

- wood-drying equipment with a minimum capacity of 1/4 of processed timber.

II. Financial Standing and Guarantee of Good Performance

5. (1) Any bidder for the sale of standing volume who does not exclusively own exploitation equipment shall prove that he has a minimum of 64 (sixty-four) million CFA francs.

(2) The above financial resources should cover the cost of exploitation of a minimum stock of 2000 cubic metres of logs, proceeds of the sale of which should finance subsequent exploitation operations.

(3) The resources referred to in paragraph (1) above may be made up of equity capital frozen in an account and presented in the form of a bank statement or a credit line.

Art. 6.- Pour les soumissionnaires de ventes de coupe disposant de matériel d'exploitation justifié par des titres légaux de propriété, les minima des fonds propres ou de crédit bancaire sont fixés à quinze (15) millions de francs CFA.

Art. 7.- A défaut de transformation de bois existante, en propriété ou en partenariat industriel, le minimum des ressources financières nécessaires à la mise en place d'une unité de transformation de bois pour les concessions forestières est constitué de la totalité de l'investissement nécessaire, le financement de cet investissement devant être garanti par une institution financière agréée auprès des autorités monétaires nationales.

Section III

Du critère relatif aux capacités techniques et à l'expérience professionnelle

Art. 8.- (1) Pour les ventes de coupe, le soumissionnaire doit être préalablement agréé à la profession forestière et justifier de compétences acquises dans le domaine de l'exploitation forestière.

(2) Pour les concessions forestières, le soumissionnaire doit être préalablement agréé à la profession forestière et justifier :

- des compétences requises dans les domaines d'activités envisagées ;
- de la présence de personnel camerounais aux postes allant de manœuvre à contremaître ou équivalent ;
- d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans.

Section IV

Du critère relatif au respect des engagements antérieurement pris et des règlements concernant l'environnement

Art. 9.- Les seuils minima en matière de respect des engagements antérieurement pris tiennent compte des clauses générales et des clauses particulières du cahier des charges.

(1) Les clauses générales ont trait aux prescriptions techniques liées aux activités d'exploitation. Les infractions graves ci-dessous, constatées sur procès-verbal, constituent chacune un motif de disqualification du postulant pour seuil minimum non rempli.

- exploitation illégale sans titre ;
- exploitation en dehors des limites du titre ;
- abattage des arbres sous-diamètre ;
- infractions aux lois environnementales (écologie, faune, flore).

(2) Les clauses particulières comprennent les obligations ci-après :

- le paiement des charges financières et fiscales ;
- dans le cas d'une concession forestière :

- la mise en place effective d'une unité de transformation de bois prévue lors de l'octroi d'une

6. In the case of bidders for sales of standing volume who have exploitation equipment duly witnessed by legal ownership documents, the minimum equity capital or bank credit shall be 15 (fifteen) million CFA francs.

7. Where there is no wood-processing plant owned or co-owned with an industrial partner, the minimum financial resources needed for the installation of a wood-processing plant for forest concessions shall be the total volume of investments, the financing of which must be guaranteed by a financial institution approved by national monetary authorities.

III. Technical Capacities and Professional Experience

8. (1) Concerning sales of standing volume, the bidder shall have prior approval as forest exploiter and show proof of experience acquired in the area of forest exploitation.

(2) As concerns forest concessions, bidders shall as a precondition be approved as forest exploiter and show proof of:

- the required experience in the area of activity envisaged;
- the appointment of Cameroonian workers to positions ranging from labourer to foreman or equivalent;
- a minimum of three years professional experience.

IV. Respect of Previous Contracts and Environmental Regulations

9. The threshold regarding respect of the terms of previous contracts shall take into account the general and special clauses of the specifications.

(1) General clauses shall concern the technical prescriptions pertaining to exploitation activities. The undermentioned serious offences, which shall be the subject of a report, shall each be a reason for disqualifying the applicant for failing to meet the minimum requirements:

- illegal exploitation without a licence;
- exploitation outside the surface area of the licence;
- felling under-sized trees;
- violation of environmental laws (ecology, wildlife, flora).

(2) Special clauses shall concern the following obligations:

- payment of charges and taxes;
- in the case of forest concessions:
 - effective installation of a wood-processing plant provided for at the time of granting a previous

- Usine de pâte à papier ; usine de contre-plaqués; panneaux de particules ; panneaux de fibres.....	55/80
- Usine de sciage plus 2e transformation (raboteries, parquets, moulures)	35/80
- Usine de déroulage ou de tranchage.....	25/80
- Usine de sciage tout court.....	20/80

Les investissements programmés pour les concessions forestières comprennent des unités de transformation décrites ci-dessus ayant une capacité annuelle égale au moins aux 2/3 de la possibilité annuelle de coupe de la concession.

Art. 12.- La répartition de la cotation affectée au critère ayant trait aux capacités financières et garanties de bonne exécution est fixée ainsi qu'il suit :

1) Pour les ventes de coupe :

- Disponibilité de fonds propres suffisants ou du matériel pour produire 2000 m ³ en bois grumes.....	70/70
- Ouverture d'une ligne de crédit équivalant à 100 %	50/70
- Sans garantie financière.....	00/70

2) Pour les concessions :

- Possession de matériel d'exploitation et d'une usine de transformation appropriés.....	70/70
- Disponibilité d'un financement de 100% obtenu auprès d'un ou cautionné par un établissement de crédit agréé auprès des autorités monétaires nationales.....	60/70
- Disponibilité d'un financement équivalent au moins à 75 % obtenu auprès d'un ou cautionné par un établissement de crédit agréé auprès des autorités monétaires nationales.....	40/70
- Sans garantie financière.....	00/70

Art. 13.- La répartition de la cotation affectée au critère ayant trait aux capacités techniques et à l'expérience professionnelle est fixée ainsi qu'il suit :

Présence de cadres camerounais à des postes d'encadrement de l'entreprise :

- Directeur d'exploitation (cadre forestier diplômé)	20/30
- Directeur d'exploitation	15/30
- Directeur technique	15/30

Expérience générale en travaux forestiers similaires :

- Plus de 10 ans	10/30
- 5 à 10 ans	7/30
- 3 à 5 ans	5/30

Art. 14.- La répartition de la cotation affectée au critère ayant trait au respect des engagements antérieurement pris est fixée ainsi qu'il suit :

(1) Pour les ventes de coupe :

- Paper pulp factory; plywood factory; particle board; fibre board.....	55/80
- Sawmill plus secondary processing (planing, flooring, moulding.....	35/80
- Veneering and slicing factory.....	25/80
- Simple sawmill.....	20/80

The investments scheduled for forest concessions shall comprise the processing plants described above, with a minimum annual capacity of two-thirds the annual felling potential of the concession.

12. The criterion relating to financial standing and guarantee of good performance shall be rated as follows:

(1) Sales of standing volume:

- Availability of sufficient working capital or equipment to produce 2000 m ³ of logs.....	70/70
- Opening of credit line equivalent to 100%	50/70
- Without financial guarantee.....	00/70

(2) Concessions:

- Ownership of exploitation equipment and appropriate processing factory.....	70/70
- Availability of 100% financing obtained from or guaranteed by a credit establishment approved by national monetary authorities..	60/70
- Availability of financing equivalent to at least 75%, obtained from or guaranteed by a credit establishment approved by national monetary authorities.....	40/70
- Without financial guarantee.....	00/70

13. The criterion relating to technical capacities and professional experience shall be rated as follows

Appointment of Cameroonian to managerial posts in the company

- Director of operations (certified forestry executive)	20/30
- Director of operations	15/30
- Technical director	15/30

General experience in similar forestry works

- More than 10 years	10/30
- 5 to 10 years	7/30
- 3 to 5 years	5/30

14. The criterion relating to respect of the terms of previous contracts shall be rated as follows:

(1) For sales of standing volume:

concession forestière précédente ; et

- la transformation de la production au taux légal dans ladite unité de transformation de bos ;

Le non respect de l'une quelconque de ces obligations constitue un motif de disqualification du postulant pour seuil minimum non rempli.

Chapitre II

Du classement des soumissionnaires

Art. 10.- (1) Les dossiers des soumissionnaires présélectionnés sur la base des minima définis aux articles 1 à 9 ci-dessus sont examinés en vue de leur classement sur la base des cotations ci-après et dont la répartition est spécifiée aux articles 11 à 14 ci-dessous:

A) Pour les ventes de coupe :

- Capacités financières et garanties de bonne exécution.....	70
- Capacités techniques et expérience professionnelle.....	30
- Engagements antérieurement pris..	20
Total.....	120

B) Pour les concessions forestières :

- Investissements.....	80
- Capacités financières et garanties de bonne exécution.....	70
- Capacités techniques et expérience professionnelle	30
- Engagements antérieurement pris	20
Total.....	200

(2) Pour être préselectionné conformément aux alinéas A et B ci-dessus, le soumissionnaire doit avoir obtenu au moins 72 points pour les ventes de coupe et 120 points de cotation pour les concessions forestières.

(3) Dans l'affectation des points spécifiés aux articles 11 à 14 ci-dessous, les chiffres sont au titre de chaque critère soit ceux indiqués, soit zéro.

Art. 11.- La répartition de la cotation affectée au critère ayant trait aux investissements programmés pour les concessions forestières est fixée ainsi qu'il suit :

A/ Investissements propres :

- Usine déjà implantée	10/80
- Usine de pâte à papier ; usine de contreplaqués; panneaux de particules ; panneaux de fibres....	70/80
- Usine de sciage plus 2e transformation (raboteries, parquets, moulures)	50/80
- Usine de déroulage ou de tranchage...	40/80
- Usine de sciage tout court.....	30/80

B/ Contrat de partenariat industriel notaire :

- Usine déjà implantée.....	5/80
-----------------------------	------

forest concession; and

- processing of products at the legal rate in the said wood-processing plant.

Failure to honour any of the above obligations shall lead to the disqualification of the applicant for failing to meet the minimum requirements.

Chapter II

Classification of Bidders

10. (1) The files of bidders preselected under the minimum conditions defined in Articles 1 to 9 above shall be examined for purposes of classification according to the undermentioned ratings allocated as specified in Articles 11 to 14 below:

(A) Sales of Standing Volume:

- financial standing and guarantee of good performance.....	70
- technical capacities and professional experience.....	30
- respect of terms of previous contracts.....	20
Total.....	120

(B) Forest Concessions:

- investments.....	80
- financial standing and guarantee of good performance.....	70
- technical capacities and professional experience.....	30
- respect of terms of previous contracts.....	20
Total.....	200

(2) To be preselected in accordance with paragraphs A and B above, a bidder must have obtained at least 72 points for sales of standing volume and a rating of 120 points for forest concessions.

(3) In allocating the points specified in Articles 11 to 14 below, the figures for each criterion shall either be those indicated or zero.

11. The investment criterion for forest concessions shall be rated as follows:

(A) Own Investments

- Factory already installed.....	10/80
- Paper pulp factory; plywood factory; particle board; fibre board.....	70/80
- Sawmill plus secondary processing (planing, flooring, moulding).....	50/80
- Veneering and slicing factory.....	40/80
- Simple sawmill.....	30/80

(B) Notarial Industrial Partnership Contract:

- Already installed factory	5/80
-----------------------------------	------

- Respect du cachier des charges	20/20	- compliance with specifications.....	20/20
<i>(2) Pour les concessions forestières :</i>			
- Unité de transformation conforme à la capacité demandée.....	15/20	- Processing plant with the required capacity.....	15/20
- Unité de transformation non conforme à la capacité demandée.....	5/20	- Processing plant without the required capacity.....	5/20
- Impact social dans la région portant notamment sur la construction d'écoles, des adductions d'eau, dispensaires, routes et ponts, électrification rurale.....	5/20	- Social impact in the region, especially through the construction of schools, water supply, dispensaries, roads and bridges rural electrification.....	5/20

Ces réalisations doivent être dûment constatées par les autorités territorialement compétentes.

Chapitre III De la selection finale

Art. 15.- Aux fins d'évaluation de l'offre technique, l'acommision retient parmi la liste des soumissionnaires préselectionnés et classés conformément aux dispositions ci-dessus, les soumissionnaires qui auront obtenu une note au moins égale à 72/120 dans le cas des ventes de coupe et au moins égale à 120/200 dans le cas des concessions

Art. 16.- En vue de départager les soumissionnaires retenus conformément à l'article 15 ci-dessus, les offres techniques et financières reçoivent respectivement les cotes de 20% et 80%.

Art. 17.- Pour la sélection finale, le soumissionnaire retenu est celui qui aura obtenu le plus grand nombre de points après application de la formule ci-après :

$$N = (St \times 20\%) + (Sf \times 80\%), \text{ où :}$$

N = nombre de points du soumissionnaire ;

St = note technique obtenue par le soumissionnaire exprimée par rapport à 100;

Sf = score financier du soumissionnaire, soit $F/F_p \times 100$ dans lequel :

- F = offre financière du soumissionnaire ;
- F_p = offre financière la plus élevée des soumissionnaires retenus à l'article 15 ci-dessus.

Chapitre IV Des dispositions diverses

Art. 18.- Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment les décisions n° 191 et 192-D-MINEF-SDEIF du 21 février 1996.

Art. 19.- Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 16 juin 1999.

*Le Ministre de l'Environnement et des Forêts,
Sylvestre Naah Ondoua.*

- compliance with specifications.....	20/20
<i>(2) For forest concessions:</i>	
- Processing plant with the required capacity.....	15/20
- Processing plant without the required capacity.....	5/20
- Social impact in the region, especially through the construction of schools, water supply, dispensaries, roads and bridges rural electrification.....	5/20

These projects must be duly recorded by the local authorities concerned.

Chapter III Final Selection

15. For the purpose of evaluating the technical bid, the Committee shall, from the list of bidders preselected and classified according to the above provisions, select bidders who must have scored at least 72/120 points for sales of standing volume and 120/200 points for concessions.

16. To decide between bidders selected in accordance with Article 15 above, technical and financial bids shall respectively be allotted 20% and 80% of the points.

17. During the final selection, the bidder who obtains the highest number of points upon application of the following formula shall be selected:

$$N = (St \times 20\%) + (Sf \times 80\%), \text{ where:}$$

N = number of points obtained by bidder;

St = technical mark obtained by bidder over 100;

Sf = bidder's financial score, that is, $F/F_p \times 100$, in which:

- F = Bidder's financial bid
- F_p = highest financial bid from bidders selected under Article 15 above.

Chapter IV Miscellaneous Provisions

18. This order repeals all previous provisions repugnant hereto, in particular Decisions Nos. 191 and 192-D-MINEF-SDEIF of 21 February 1996.

19. This order shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaoun. le. 16 June 1999

*Sylvestre Naah Ondoua,
Minister of the Environment and Forestry*